TCHAD

N'Djamena tombée aux mains des rebelles

Les rebelles tchadiens se sont emparés hier matin de la capitale N'Djamena après seulement trois heures d'affrontements avec les troupes gouvernementales, mais le président Idriss Deby Itno résistait toujours en début d'après-midi depuis le palais présidentiel.

Le président a essayé à la mi-journée de desserrer l'étau de la rébellion qui l'encercle en faisant tirer des chars, a-t-on appris de source militaire.

Un journaliste de l'AFP avait auparavant constaté des combats dans le secteur de la présidence, après quelques heures de relative accalmie.

«Toute la ville est entre les mains des rebelles. Il n'y a plus que des combats de nettoyage», indiquait une autre source militaire en fin de matinée.

Selon des témoins, dans certains quartiers, la population a accueilli par des cris de joie l'arrivée des rebelles, qui circulaient dans des pick-up camouflés, vêtus de treillis vert olive et portant des brassards blancs.

Des pillages ont été constatés dès leur arrivée, selon des responsables de services de sécurité d'organismes internationaux. D'autres témoins affirment que les prisonniers de la maison d'arrêt de N'Djamena ont été libérés.

Le pouvoir n'a communiqué que via son ministre des Affaires étrangères, Amad Allam-Mi, soucieux de minimiser l'avancée des rebelles en marge du sommet de l'Union africaine (UA), à Addis Abeba.

«J'ai parlé avec la présidence», a-t-il déclaré. «Ils m'ont assuré que la situation était bien sous contrôle. Il y a dans la ville des accrochages mais pas de combats de grande échelle».

Selon une source militaire française, environ 2.000 rebelles avaient pénétré dans la capitale à bord de 4X4, équipés de mitrailleuses, lance-roquettes et Kalachnikov.

«Deby et ses troupes sont en débandade. Il va tomber aujourd'hui (samedi) c'est sûr», avait affirmé Abakar Tollimi, l'un des chefs de l'alliance formée depuis la mi-décembre des trois principales rébellions tchadiennes.

Depuis lundi, une colonne rebelle composée de quelque 300 pick-up pouvant transporter dix à quinze hommes chacun a traversé le Tchad sur 800 km à partir du Soudan.

Photo : DR

Les rebelles dans la capitale tchadienne.

Leur progression n'avait pas rencontré de résistance jusqu'à vendredi vers la localité de Massaguet, à 50 km au nord-est de la capitale, où l'ANT était allée vainement tenter de la bloquer avec à sa tête le président Deby.

Le chef d'état-major de l'armée tchadienne Daoud Soumaïn aurait été tué vendredi à Massaguet, selon une source militaire tchadienne.

Les belligérants n'ont diffusé aucun autre bilan des combats.

Le ministère français des Affaires étrangères, qui «condamne fermement la tentative de prise du pouvoir par la force», a par ailleurs appelé les 1.500 résidents français dans le pays, dont 85% sont à N'Djamena, à «s'abriter dans leurs habitations».

Quelque 700 ressortissants français et étrangers pourraient commencer à être évacués dès samedi après-midi, a-t-il indiqué, précisant avoir dépêché dans la nuit une équipe de renfort «de neuf personnes accompagnées de matériel médical et de moyens de communication». «Pour le moment, on est bloqué à l'hôtel, on n'a pas le droit de sortir.

Il y a l'armée française qui nous protège», a indiqué à la radio RMC, André, un Français vivant dans le centre de la capitale.

La chute de N'Djamena intervient alors que doit être lancée la force européenne dans l'est du Tchad et en Centrafrique (Eufor), censée protéger un total de 450.000 réfugiés du Darfour (ouest du Soudan) et déplacés tchadiens et centrafricains.

Plusieurs experts, ainsi que les autorités tchadiennes, estiment que le Soudan, parrain des rebelles tchadiens, les a incités à attaquer pour perturber ce déploiement.

Samedi, l'UA a «condamné» l'attaque, et mandaté le président congolais Denis Sassou Nguesso et le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi pour «trouver une solution négociée» à la crise.

«Idriss Deby, encerclé, peut partir s'il le désire», selon un responsable de la rébellion

Le président Idriss Deby, encerclé dans la présidence à N'Djamena par les rebelles tchadiens qui se sont emparés de la capitale, peut partir s'il le désire, a affirmé samedi à l'AFP un responsable de la rébellion.

«On suppose que Deby est dedans (la présidence). S'il veut partir nous n'y voyons pas de problème» a déclaré Abakar Tollimi lors d'un entretien par téléphone satellitaire.

«Nous contrôlons la situation, nous contrôlons la ville, il y a des poches de résistance. Ils (les soldats gouvernementaux) sont juste autour du palais présidentiel et font du pilonnage à l'arme lourde», a ajouté M. Tollimi.

Le président a essayé à la mi-journée de desserrer l'étau de la rébellion qui l'encercle en faisant tirer des chars T-55 protégeant le palais, a-t-on appris de source militaire.

Un journaliste de l'AFP avait auparavant constaté des combats dans le secteur de la présidence, après une relative accalmie.

Les rebelles tchadiens se sont emparés hier matin de la capitale N'Djamena, après seulement trois heures d'affrontements avec les troupes gouvernementales, mais le président Deby Itno résistait toujours samedi après-midi depuis le palais présidentiel.

Evacuation du personnel de l'ONU

L'ONU continuait samedi d'évacuer son personnel de N'Djamena, après que la capitale tchadienne soit tombée entre les mains des rebelles tchadiens, a affirmé un porte-parole du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

«En raison des combats à N'Djamena, notre personnel a été regroupé. La situation ne permet pas à l'ONU de poursuivre son travail pour l'instant», a affirmé ce porte-parole à Genève. «51 personnes travaillant pour l'ONU vont être évacuées vers le Cameroun, dont neuf personnes du HCR», ajoute-il. Pour ce responsable, cette décision est «temporaire». 215 personnes travaillant pour le Haut-commissariat pour les réfugiés au Tchad sont enregistrés à N'Djamena.

Les rebelles tchadiens ont pris hier le contrôle de la capitale N'Djamena à l'issue de trois heures de combats avec les troupes gouvernementales.

Pour rappel, les affrontements entre l'armée tchadienne et l'alliance des trois principales rébellions tchadiennes avaient repris vendredi dans la zone de Massaguet, à 50 km au nord-est de N'Djamena.

La France piégée

Entre vendredi soir et samedi après-midi (au moment où nous mettons sous presse) pas moins de quatre réunions de crise se sont tenues au plus haut niveau de l'Etat français pour suivre la situation au Tchad et prendre les décisions qui s'imposent, suite à l'entrée dans N'Djamena, la capitale tchadienne, des rebelles qui ont réussi leur offensive jusqu'aux portes de la présidence.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Dans la matinée d'hier, le président Sarkozy s'est entretenu avec le président tchadien, Deby, informe un communiqué de la présidence française.

Les quatre réunions de crise qui ont regroupé autour du président, Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères et européennes, Hervé Morin ministre de la Défense, Jean-Paul Faugere, directeur du cabinet du Premier ministre, et le chef de l'état-major des armées, le général Georgelin ont été officiellement consacrées à «s'assurer que toutes les dispositions avaient été prises pour assurer la sécurité de nos ressortissants». De nombreuses mesures ont été effectivement prises dès hier.

D'abord l'organisation par l'ambassade de France au Tchad du rassemblement des Français sur trois points de regroupement que quelque 700 ressortissants de l'Hexagone (sur 1266 Français installés essentiellement dans la capitale) ont pu atteindre hier et la préparation matérielle des évacuations pour ceux qui le souhaiteraient ; la mise en ligne d'un numéro vert pour les informations aux proches des Français au Tchad et enfin, a annoncé le ministre de la Défense français, l'envoi au Tchad, dans la journée d'hier, d'un airbus de l'armée de l'air pour évacuer les ressortissants. Naturellement, les ressortissants français constituent une grande préoccupation du gouvernement français, mais pas seulement.

La France est très fortement et même le seul pays européen à disposer de troupes armées sur place. Avec ses 1100 soldats de l'opération Epervier, la France est engagée, par des accords militaires avec le gouvernement de Deby, à apporter son assistance logistique et de renseignement actif pour le compte de l'armée régulière tchadienne.

Avec cette force militaire française (renforcée d'ailleurs hier matin par l'envoi de 300 hommes supplémentaires (officiellement en remplacement), la France se trouve donc totalement engagée dans le bourbier qui se dessine. L'opération militaire européenne Eufor, décidée par l'Union européenne et qui devait être composée initialement de 3700 soldats issus de 14 pays de l'UE affectés à l'est du Tchad et au nord-est de la Centrafrique, régions touchées par le conflit au Darfour et par les rébellions qui s'y développent, n'arrive pas encore à se déployer, les pays européens, en dehors essentiellement de l'Irlande et de la Pologne, traînent du pied, l'Allemagne et la Grande-Bretagne en particulier.

Ce sont, pour l'instant, les militaires français qui constituent le plus gros du contingent. Avec de tels engagements militaires, la France de Sarkozy se retrouve relativement seule en Europe et devra donc prendre position et décider quoi faire, que Deby réussisse finalement à sauver sa peau et son régime ou que les rebelles transforment leur assaut en victoire totale.

K. B.-A.